

KEZIAH JONES, RETOUR À LAGOS, NIGÉRIA

Rolling Stone

EXCLUSIF

CANAL+
LA WORLD COMPANY
M'A TUER!

{ ENQUÊTE SUR UNE
REPRISE EN MAIN }

RAVE PARTIES
LE DÉFI ANGLAIS

WAMPAS
BIOLAY
LAUBY
BLUR
BED

ROCK
— LES 10 —
GROUPES
QUI VONT
— VOUS —
SECOUER!

MARTIN
GORE
EN SOLO

DIONYSOS
EN TOURNÉE

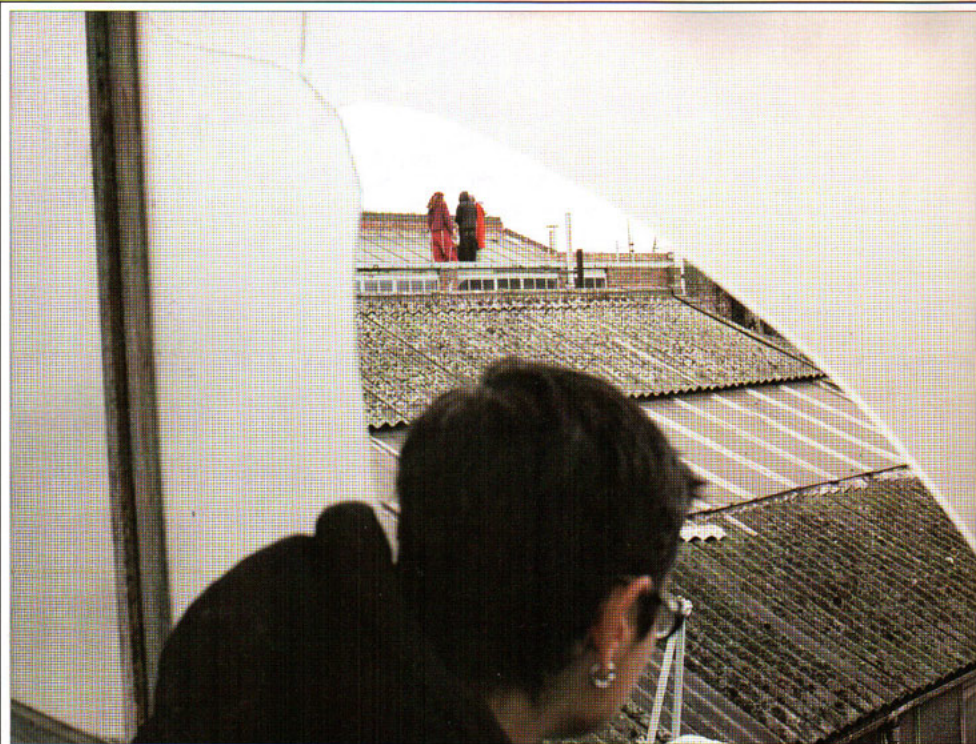


DOSSIER

- > PUNK NOT DEAD
- > LE REGGAE FRANÇAIS

VINCENT PEREZ + LAURA SMET + LINKIN PARK



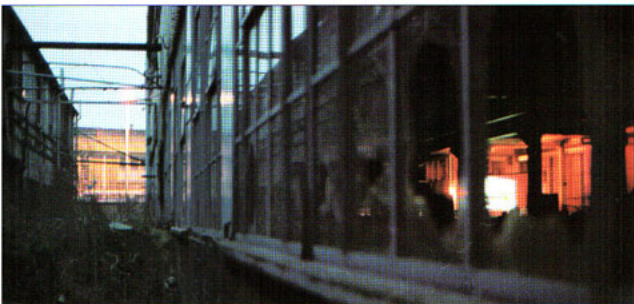
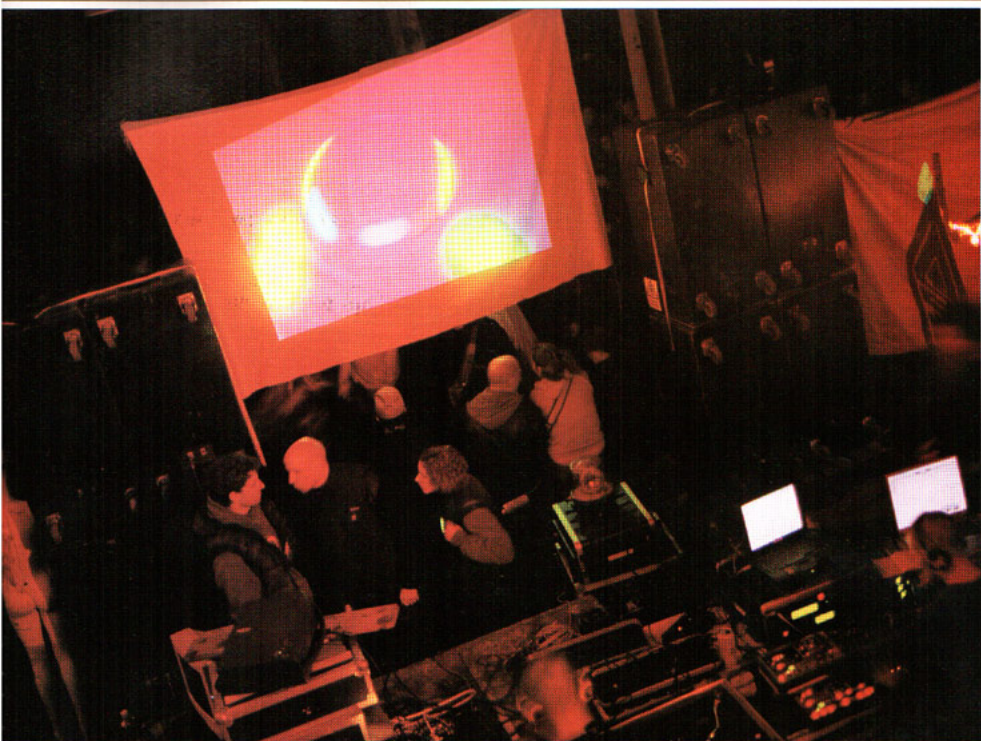


London free-party

{ TEXTE SARAH DE H

Jusqu'au bout de nos raves..

Finis les parties de cache-cache avec les forces de l'ordre. Depuis la mise en place de la loi anti-raves de mai 2001, les Frenchies ont trouvé refuge en Angleterre, ultime terre d'accueil pour les ravers... D'ailleurs, la dernière free-party en date remonte au 8 mars, dans un squat londonien. Prévus pour pilonner quarante-huit heures durant, les BPM n'auront finalement résonné que quelques heures pour cause d'invités surprise : les bobbies ! *Rolling Stone* y était, histoire de faire le point sur ce mouvement.



MARS, 12 HEURES : RETOUR AUX SOURCES

Il pleut et ça sent les oignons frits. Londres ne semble pas devoir changer avec les années. Et pourtant, les travaux de l'an 2000 ont modifié la géographie. La ville s'est bourgeoisée jusqu'à là caricature. Les clubs ne sont toujours aussi tôt (vers 3 heures du matin), mais ils sont de plus en plus sélectifs et moins nombreux, victimes de mesures administratives, etc.

Comment passer la nuit dans ce qui ressemble à une capitale du clubbing? La réponse se trouve sur un des nombreux sites Internet consacrés

à la vie nocturne underground: pour s'amuser, rendez-vous en free-party, et avec des musiciens français, s'il vous plaît. En septembre 2002, *MixMag*, principal magazine de clubbing britannique, a titré « *Freedom for Clubland!* » et consacré un dossier complet au retour des raves gratuites en Grande-Bretagne, presque dix ans après leur interdiction.

En France, le phénomène inverse prévaut depuis la mise en place de la loi anti-raves en mai 2002: de trois à quatre fêtes chaque week-end jusqu'en 2001, il n'en reste plus que quelques rares, le plus souvent interrompues précipitamment par l'arrivée des forces de l'ordre. Alors, les Français débarquent à Londres: « *Merde alors, ze French are*

» Repères

1990 Les Spiral Tribe organisent leur première fête, Detension, dans Londres.

1992 Le festival de Castlemorton (Worcestershire) attire 50 000 personnes pendant cinq jours.

Juillet 1993 Premier teknival français, à Beauvais. Les premiers sound-systems français se créent sur le modèle anglais.

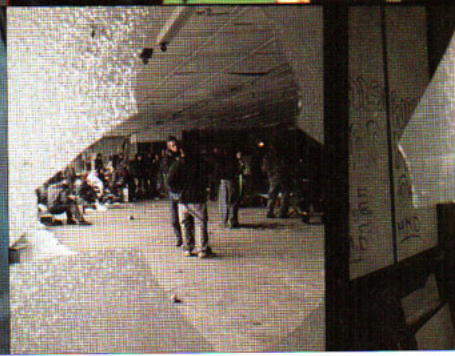
Novembre 1994 Vote du Criminal Justice Act par le Parlement britannique. Les sound-systems anglais se réfugient en Europe, particulièrement en France.

Mai 1997 Teknival de Courcelles-sur-Seine, 15 000 personnes sont présentes.

Mai 2001 Teknival de Marigny, 25 000 personnes sont présentes, soit plus que lors des manifestations syndicales du 1^{er} mai. Le gouvernement reprend un amendement du député RPR Thierry Mariani contre les free-parties.

Novembre 2001 L'amendement "anti-raves" est adopté dans le cadre de la loi sur la sécurité quotidienne mise en place par le gouvernement Jospin.

Mai 2002 Le décret d'application de la loi est signé par les socialistes avant leur départ.



bach!», titre ironiquement le flyer des DKLés, un sound-system de la région parisienne, pour annoncer sa fête londonienne du 8 mars. Un retour aux sources: si la musique électronique est née et a grandi de Detroit à Berlin ou de New York à Paris, c'est en Grande-Bretagne, et plus exactement en Angleterre, que sont nées les free-parties. L'expression est typiquement anglaise, et s'applique aussi bien aux bals populaires, défilés de rue comme le Carnaval de Notting Hill, et raves gratuites.

Ces dernières sont apparues en Angleterre au tout début des années 90, quand l'ampleur prise par les raves légales a mené les autorités à les encadrer. La gratuité, avant de devenir une revendication philosophique, permettait surtout d'échapper à un contrôle qui ne s'appliquait légalement qu'aux événements payants.

A partir de 1990, squatters et travailleurs, descendants des hippies qui organisaient le festival païen de Stonehenge, se sont unis et lancés dans l'organisation de raves. Ainsi sont nés les premiers sound-systems de la free tekno: Bedlam, Circus Warp, Spiral Tribe, Exodus, Circus Lunatik... Lorsqu'en mai 1992, le festival de Castlemorton a attiré 50 000 personnes, la lutte contre la techno est devenue une des priorités du pouvoir conservateur.

En novembre 1994, le Criminal Justice Act était voté, interdisant tout rassemblement de plus de quinze personnes sur de la musique répétitive, sous peine de saisie définitive du matériel. Mais les travailleurs n'avaient pas attendu cette date pour bouger: en 1993, les Spiral Tribe étaient en

France. En juillet de la même année, suite à l'interdiction d'une rave pourtant officiellement déclarée (et co-organisée par Laurent Garnier), les Spiral, qui avaient été invités à s'y produire, ont monté leur sound-system dans un champ, vite rejoints par quelques collègues. La France découvrait son premier teknival. Les free-parties ne semblaient alors pas devoir menacer la démocratie: 600 personnes rassemblées autour d'enceintes dégueulant du hardcore, même le journal local ne savait qu'en dire.

22 HEURES : MAUVAIS SOUVENIRS

Mauvaise nouvelle: le premier squat prévu, à Acton dans l'Ouest de Londres, a été débusqué par les bobbies. Bilan: le sound-system des Londoniens Panik décide prudemment de regagner ses pénates, et un Français se retrouve en garde à vue pour un tag mal placé. L'ambiance se glace: et si la party prévue depuis plusieurs mois allait tomber à l'eau?

Le suspense rappelle les bonnes vieilles frees françaises, à la différence que c'est le plus souvent au fin fond des campagnes, et pas en pleine ville, que les camions tournaient à la recherche d'un entrepôt qui n'ait pas encore été cerné par les gendarmes. Lorsque les premiers sons français, qui s'appelaient Nomads, Teknocrats, Psychiatrics, ont commencé leurs fêtes, ils pouvaient encore compter sur l'effet de surprise pour prendre les gendarmes de court.

Dix ans plus tard, il ne reste sans doute caserne dans l'Hexagone qui n'ait eu à stopper sa free-party, et les fourgonnes roi sont devenues expertes pour repérer un convoi inhabituel sur les départements isolés. De la ville à la plage, les ravers ont dansé dans tous les décors, des plurielles, comme la bordure du parc national de Cévennes, aux plus glauques, le plus des entrepôts agricoles qui sentaient cinq mille poulets qui avaient dû y être en batterie. Chaque samedi soir était l'occasion d'un nouveau jeu de piste, finalement déçu, mais qui a parfois donné lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre.

Londres a aussi connu ses années noires en 1994 à 2000, où le Criminal Justice Act a été appliqué avec la plus grande rigueur. Les fêtes illégales avaient presque complètement disparu. Mais pas les squats, constitués un vivier permanent de adeptes du *do-it-yourself* et de l'autonomie, ce qui a contribué à l'émergence d'une génération de raves et radios pirates, comme le *underground* très populaire de Manchester. Londres, une ville quatre fois plus grande que Paris, compte des centaines d'entrepôts abandonnés. Elle offre aussi un grange: une autre loi britannique, dite S10, autorise le squat des bâtiments désaffectés. Et il ne faut pas longtemps pour que la deuxième adresse tombe sur l'Infolink, un bien lieu, dans l'Est de Londres. Reroutez-vous au 93 Carpenter Road, Stratford.



HEURES DU MATIN : LA REVANCHE

C'est parti. L'entrée se fait sur donation, 3 € par personne que se partageront les présents. Ils sont finalement trois : DKlés, Malfaiteurs et Under Suspicion. Les DKlés sont constitués d'une vingtaine de Frogies, comme ils se surnomment uniquement pour l'occasion. Les Malfaiteurs, d'autres Français, résident à Londres depuis sept ans et y organisent des fêtes chaque mois. Under Suspicion est également un son londonien, et le plus *itish* dans sa composition.

Le squat a toutes les caractéristiques d'une vieille *warehouse* (entrepôt) abandonnée : pas très propre, déglingué, il permet de se promener sur plusieurs étages et ouvre sur un petit canal qui servait au transport des marchandises au temps de la splendeur industrielle de la ville. La musique est techno et hard-tek, presque club par moments sur le petit dance-floor des Malfaiteurs, l'éclairage minimaliste, dominé par de belles projections vidéo des DKlés. Deux stands vendent des bières et des

CDs des DJs se produisant, pour pas cher. L'électricité est fournie par un détournement de la ligne électrique du quartier, suivant une bonne vieille méthode locale. La configuration classique d'une free-party, en somme, et même pas de dealers visibles qui gâcheraient l'ambiance, comme cela a trop souvent été le cas.

La vraie surprise, c'est le public : inutile ici de sortir sa méthode Assimil, 80 % des quelques centaines de ravers sont Français. « On n'allait pas rater une telle occasion de faire la fête » : cette phrase revient dans toutes les conversations. Ce sont surtout les Parisiens, les Normands et les Bretons qui ont fait le déplacement, le plus souvent en train, prévu plusieurs semaines à l'avance. Emilie, une jeune fille qui semble défaillir de bonheur à chacun de ses pas de danse, illustre bien la foule qui l'entoure : elle est venue avec deux copains de Rennes en Eurostar et repartira directement le lendemain, sans même une nuit d'hôtel. Enthousiaste, elle explique : « Les fêtes sont devenues trop rares en France depuis le changement de loi. Mais si nous devons suivre à l'étranger, nous suivrons. C'est notre culture. » Ce discours est celui de beaucoup

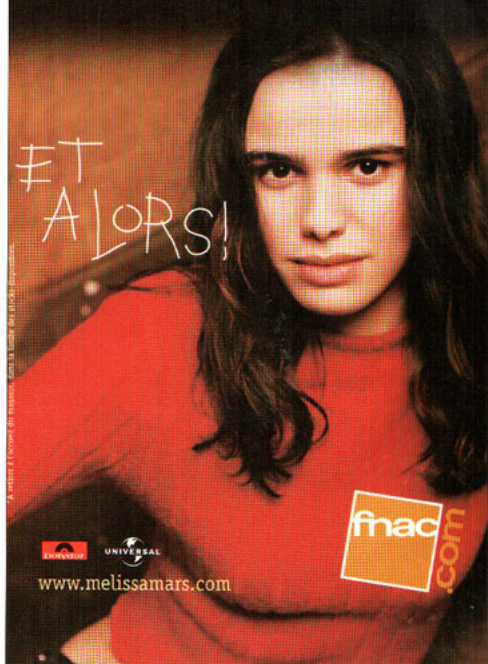
exclusivité la Fnac vous offre



La Fnac vous offre en exclusivité un T-shirt* pour l'achat de l'album.

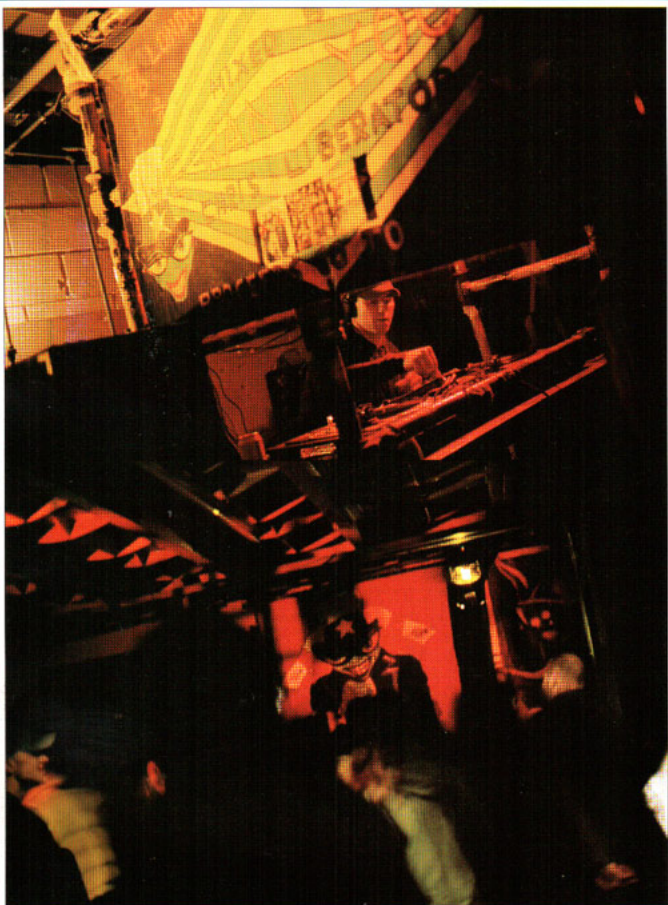
Melissa Mars : Et Alors !

inclus le single Papa m'aime pas



www.melissamars.com





de ravers. La free-tekno fait fi des frontières : n'a-t-elle pas été initiée par des travailleurs, autrement dit des nomades ?

3 HEURES DU MAT : LA LOI

« J'ai été déçu par le col de Larches. Ici, ça ressemble à une vraie fête au moins », confie Stéphane, de Saint-Brieuc, entre deux tafs d'un joint de jamaïcaine. Le col de Larches, c'est le dernier teknival français, qui s'est tenu en fait en Italie, à quelques centaines de mètres de la frontière, le 15 août dernier. Ce pied de nez a gâché les vacances de Nicolas Sarkozy, et fait l'objet d'une couverture médiatique sans rapport avec la réalité de ce qui s'y passait : bien peu de sound-systems étaient présents, se méfiant à juste titre de l'intérêt qui allait provoquer. En revanche, les plus malins avaient fait route vers les pays de l'Est, et organisé tout l'éché des fêtes à l'abri des caméras.

Les rassemblements à l'étranger, qu'il s'agisse de Londres, de l'Europe de l'Est comme à l'été 2002 ou du Portugal (très en vogue cet hiver), se mul-

tiplient depuis l'avènement de la loi anti-raves sur le territoire français en mai 2002. Elle soumet les « rassemblements festifs à caractère musical » à une déclaration préalable auprès de la préfecture, sous peine d'une amende de 1500 euros et de la saisie du matériel utilisé. Cette loi n'est pas seule à faire courir des risques aux organisateurs : ils peuvent être simultanément poursuivis pour mise en danger de la vie d'autrui (si le lieu choisi pour la fête ne répond pas aux normes de sécurité), tenue d'un débit de boisson sans licence (si un stand de bières est à disposition), facilitation d'usage de stupéfiants (pour cela, il suffit que des dealers, sans lien avec l'organisation, soient présents), mais aussi violation de domicile si la fête se déroule sur un lieu squatté, travail dissimulé...

Un arsenal législatif bien lourd, impossible à respecter pour les organisateurs : ce sont avant tout des bandes d'amis, animés par la passion de la musique, et disposant de moyens limités qui ne leur permettent pas de faire face aux dépenses de location d'une salle ou d'un service de sécurité. Jeunes, ayant rarement ou jamais eu affaire à la police, ils ne pensent pas tous utiles de jouer à un rapport de force qui a déjà coûté à une quaran-

taine d'autres sound-systems des poursuites judiciaires allant jusqu'à de la prison avec l'avènement de la loi a divisé les sound-français : certains ont prôné le forcing, sont définitivement partis à l'étranger, et nombreux tentent d'organiser la survie culture en France dans les limites de la en s'amusant quand l'occasion se présente le cadre de soirées autorisées, ou dans des le risque est moindre.

Les DKLés représentent bien cette ter des garçons et filles de 25 ans de moyenn des études ou du travail, et beaucoup de pour leur musique. Bref, pas de quoi en f criminels. « Nous négocions avec Nicolas dans le cadre du collectif de sound-systems : atons mis en place pour défendre nos droits. gouvernement ne joue pas franc-jeu avec nous. terrains que nous proposons comme possibles nos fêtes s'y déroulent sont refusés. On va t tu se passer pour l'organisation du 17 mai », t un membre du sound-system qui partici négociations.

C'est que les ravers français ne se déco pas. Ils multiplient les manifestations, qu pour réclamer le retour d'un son saisi, o Rennes pour le sound-system des Oxy avril 2002, ou simplement exprimer leur r diktats légalistes. Et le mouvement ne s'e pas aussi vite que pourrait en rêver le g ment : près de 5000 personnes ont défilé à 25 janvier contre « toutes les lois sécuritair. une ambiance festive qui bravait la pluie sait augurer que le combat ne s'arrêterait

9 MARS, 10 HEURES : L'ESPOIR

Marie était à la manif du 25 comme à toutes celles qui déroulées depuis le début d sions législatives sur les free-parties, 2001. Marie n'a pas sommeil, et comp profiter de son week-end londonien l'heure limite d'enregistrement de l'E qui la ramènera dans sa banlieue par « Les frees, c'est mon mode de vie depuis J'ai toujours rêvé de partir en camion a copain, mais nous n'atons jamais eu assez nous vivons avec le RMI. »

Les free-parties doivent aussi leur succi gratuité. Au-delà d'une pratique de w elles ont inspiré bien des voyages, des nautés. Elles ont offert une fenêtre fes revendications des antimondialistes, o espace culturel libre pour un public qui n pas. Regroupant aussi travailleurs-vo siphonnaient les camions de fret, étudi taires de Naomi Klein ou transporters à t. les free-parties, de Londres à Paris, o ment construit l'idée fugace qu'un autre était possible et, au-delà de la musiq devenues un phénomène social europ plusieurs sites Internet, une produc disques indépendante des réseaux comm une communauté internationale avec se Pour quel avenir ? La réglementation bien mener à la disparition de cette cu France. Mais, comme à Londres dans le 90, elle pourrait bien renaître plus tard, suivre sa vie ailleurs. La fête des DKLés, teurs et Under Suspicion a prouvé à c s'était donné la peine de faire le dépl que la Zone Autonome Temporaire n' morte. Autour du bâtiment délabré, d groupes aux yeux cernés font le bilan nuit. Une seule conviction : « On revieud